

pour nous l'effondrement économique ou le relèvement tardif du Royaume-Uni. J'en cite quelques lignes :

On ne saurait se désintéresser du malaise économique de la Grande-Bretagne.

C'est vrai aussi des autres pays d'Europe.

Si la banqueroute économique s'abat sur la Grande-Bretagne, ou si ce pays prend de longues années à sortir des embarras qui la tenaillent présentement, nous en ressentirions nous-mêmes les graves répercussions. Où en sommes-nous à cet égard ? A moins que, par un miracle sur lequel nous n'avons pas le droit de compter, par une faveur du sort à laquelle seuls les insensés puissent s'attendre avec confiance, la Grande-Bretagne ne se relève bientôt et l'Europe ne sorte en quelques années du chaos, nous nous acheminons droit au désastre ; et notre seul espoir c'est d'accroître de beaucoup notre commerce, sous forme d'exportations aux États-Unis.

Il ne suffit pas de considérer les conditions chez nous, car il nous faut plus que cela pour nous garantir la sécurité et la prospérité. A moins donc de pouvoir contredire cet éditorial, ne nous pressons pas trop de nous défaire de toute régie et de renoncer à une certaine mesure d'économie dirigée.

Après ce que j'ai pu observer depuis quinze ans, ce n'est pas sans inquiétude que j'entendais le ministre de la Reconstruction et des approvisionnements (M. Howe) et aussi le ministre de la Justice (M. Ilsley) déclarer dans la discussion de cette mesure, que le Gouvernement entend revenir au plus tôt à un régime de libre économie. Parler d'économie libre pour l'heure présente me semble absurde. Il n'en existe plus, aujourd'hui. Les honorables députés voudraient que nous retournions au régime d'avant-guerre. C'est ce que préconisent les tenants de l'économie libre.

Ce n'est pas ce que les honorables députés et leur parti ont promis à la population pendant la campagne électorale de 1945. Ce n'est pas ce qu'on nous a promis dans le premier discours du trône qui a suivi la victoire électorale du régime. Dans le discours du trône de la première session de la vingtième législature je lis le passage suivant :

Dans l'édification du nouvel ordre...

Et le nouvel ordre n'est pas le retour à 1939, car c'était l'ancien ordre. Et il a apporté beaucoup de souffrances à un grand nombre de gens.

Dans l'édification du nouvel ordre mondial, mes ministres sont déterminés à favoriser en tout premier lieu les initiatives de paix, d'embauchage et de santé dans toutes les relations domestiques et internationales. Pour la poursuite de ces importants objets, le Gouvernement a reçu un mandat bien précis du peuple canadien.

Je dirai au Gouvernement que si les régies que nous avons ne suffisent pas à nous créer un

[M. MacInnis.]

nouvel ordre social, celles qui s'imposent devraient être maintenues pendant que le Gouvernement prépare ses programmes.

Encore une fois, le retour à l'économie libre n'est pas l'édification d'un nouvel ordre social. C'est glisser vers l'ancien ordre, alors que le chômage, les vils prix, l'insuffisance de vivres et tant d'autres maux étaient le lot de centaines de milliers d'hommes et de femmes qui, sous le régime d'une économie dite libre, ont souffert pendant toute la durée de la crise.

Je vais rappeler quelque chose au ministre de la Justice. En 1935, il était membre d'une commission royale chargée d'examiner la situation créée chez nous au cours des années par diverses circonstances et qui s'est manifestée davantage au cours de la crise économique. Cette commission sur les écarts de prix a publié un rapport signé par le président, M. W. W. Kennedy, et par MM. H. H. Stevens, J.-L. Baribeau, Thomas Bell, O.-L. Boulanger, A. M. Edwards, Samuel Factor, James L. Ilsley, D. M. Kennedy et Mark Senn.

Il ne reste à la Chambre que deux des signataires de ce rapport. Avant qu'il ne me corrige, je dirai au ministre de la Justice qu'avec trois autres libéraux, il n'avait pas approuvé toutes les conclusions du rapport. Quoi qu'il en soit, il a signé le document dont je citerai de courts extraits pour indiquer le genre d'économie libre que le Gouvernement va nous apporter. Voici ce que je lis à la page 5 :

La crise a, de plus, démontré que les puissants et ceux qui sont organisés prennent un ascendant qui va toujours en s'accroissant dans notre vie économique ; ce pouvoir économique est à se concentrer. Avec cette concentration, les anciennes théories relatives au contrôle économique deviennent inadéquates.

Je ferai remarquer à mes honorables amis que cette concentration qu'ils avaient constatée en 1935 a fait des progrès remarquables au cours des douze années qui ont suivi. Ce qui était condamnable en 1935, ce qui opprimait le peuple alors, est encore pis en 1947.

Passant à la page 6, voici ce que je trouve :

Fondamentalement, les problèmes qui incombent à la Commission sont ceux d'une économie de transition dans lesquels on trouve encore la concurrence, simple dans certaines parties, le monopole dans d'autres et la concurrence imparfaite ou de monopole, qui caractérise le reste.

Je ne vois guère d'économie libre ici. Je citerai maintenant un extrait de la page 10 du rapport :

Il est, en sus, tragiquement illusoire de penser que la solution des questions économiques peut être laissée aux mains du pur hasard...

Le pur hasard est la libre économie, ne l'oublions pas. Je poursuis la citation :